



Tebboune a présidé le Conseil des ministres

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5354 - Lundi 19 avril 2021 - Prix : 10 DA

La musique algérienne en deuil



Naima Ababsa est décédée



70 % des Algériens consultent la presse électronique

Belhimer : «La sécurisation des plateformes web est un enjeu fondamental»

La vaccination dans le monde plus lente que prévu

Par Mohamed Habili

Au début de cette année, ce qui à quelques jours près a coïncidé avec le début de la vaccination en Grande-Bretagne, le premier pays à ouvrir le bal, on pouvait encore penser que de ce fait même le compte à rebours de la pandémie a commencé. Maintenant que l'on disposait de l'arme contre le Sars-Cov2, se disait-on, sûrement à l'autre bout du tunnel, la lumière allait se mettre à briller, faiblement d'abord, parce qu'elle était lointaine, puis de plus en plus fort, car il ne se passerait plus de jour sans que ce soit rapproché d'elle. Un trimestre plus tard, et bien que plus de 665 millions de doses aient été administrées à travers le monde, il ne semble pas que beaucoup de chemin ait été parcouru dans cette direction. D'autant moins que ce chiffre est celui de toutes les doses injectées, premières et deuxièmes doses confondues. Or sans que l'on se le soit jamais expressément dit, le sentiment général était que l'autre bout du tunnel ne revêtait pas un sens spatial mais temporel. On n'avait pas une distance à parcourir mais du temps à passer. Grâce à la vaccination, on devrait en avoir fini avec la pandémie au plus tard à la fin de l'année. Une opération de cette envergure qui prendrait plus qu'une année pour être menée à son terme ne semblait pas quelque chose de proportionné, ni même de vraisemblable.

Suite en page 3

Primes individuelles et collectives, deux jours de repos hebdomadaire...

Après avoir pénalisé le citoyen, les postiers obtiennent gain de cause

● Tizi Ouzou / Reprise progressive des travailleurs d'Algérie Poste



La direction d'Algérie Poste a répondu favorablement aux principales revendications des postiers qui ont déclenché, depuis lundi passé, la veille du mois de ramadhan, une grève sans préavis dans plusieurs bureaux de poste, exigeant la satisfaction de plusieurs revendications en suspens depuis des années.

Professeur Mahiaoui au sujet du relâchement face au Covid : Risque d'une troisième vague «plus meurtrière»

Publication

La Constitution en version amazighe éditée

Primes individuelles et collectives, deux jours de repos hebdomadaire...

Après avoir pénalisé le citoyen, les postiers obtiennent gain de cause

■ La direction d'Algérie Poste a répondu favorablement aux principales revendications des postiers qui ont déclenché, depuis lundi passé, la veille du mois de ramadhan, une grève sans préavis dans plusieurs bureaux de poste, exigeant la satisfaction de plusieurs revendications en suspens depuis des années.

Par Louisa Ait Ramdane

Après cinq jours de grève qui a pénalisé le citoyen, d'autant plus qu'elle a coïncidé avec

Présidence de la République Tebboune a présidé le Conseil des ministres

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier, la réunion périodique du Conseil des ministres, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. Cette réunion a été consacrée à l'examen et l'endossement de nombre d'exposés et décrets relatifs aux secteurs des Affaires étrangères, d'Education nationale, d'Enseignement supérieur et de Recherche scientifique et d'Industrie", a précisé le communiqué. M. Tebboune, comme à l'accoutumée, donne des instructions fermes et ciblées pour de meilleurs résultats dans les ministères concernés. Le secteur des Affaires étrangères revêt une grande importance ces derniers temps, en raison de la situation géostratégique prévalant à nos frontières. Pour celui de l'Education nationale, des améliorations sont toujours attendues pour assurer de meilleures conditions de scolarisation pour les élèves et prendre en charge les revendications des enseignants. Le secteur de l'Enseignement supérieur avec tous les problèmes qu'il connaît et les défis qu'il est sensé relever, est au centre d'attention. Il est notamment attendu de l'université de participer à l'élan de développement du pays. En contre partie, des engagements ont été déjà formulés pour une meilleure prise en charge de l'étudiant et la valorisation de la recherche. L'autre ministère incontournable pour espérer un véritable essor économique du pays est celui de l'Industrie. Plusieurs dossiers en suspens attendent d'être réglés. Le président de la République avait déjà pris d'importantes mesures pour encourager l'investissement et lever les entraves bureaucratiques. Le président a insisté lors de son intervention, sur la création des écoles supérieures destinées à l'économie du futur, qui est un grand pas pour la création de l'Algérie nouvelle. M. Tebboune a aussi insisté sur la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques et la création d'une école destinées à cette frange de la société.

Aomar F.

le début du mois de ramadhan, les postiers ont repris le travail.

L'annonce de la reprise du travail dans les bureaux d'Algérie Poste par le ministère a été suivie par de nombreuses mesures annoncées par Algérie Poste, allant dans le sens de la satisfaction des revendications des employés, et qui seront appliquées à partir du mois de juillet prochain.

Dans un communiqué rendu public avant-hier, la direction générale d'Algérie Poste indique qu'une réunion s'est tenue entre la tutelle et les représentants du syndicat, à l'issue de laquelle plusieurs décisions importantes ont été prises en rapport avec les revendications soulevées par les postiers. Ainsi, Algérie Poste a informé ses employés que le système d'évaluation du rendement individuel et collectif (PRI/PRC) avait été activé avec un taux maximum de 40 % répartis en 25 % du salaire de base pour la Prime de rendement individuel (PRI), en fonction de l'évaluation individuelle, 15 % du salaire de base pour la Prime de rendement collectif (PRC), selon les résultats de l'effort collectif. La même source a ajouté que le début du



versement de ces primes débuterait à partir du mois de juillet de l'année en cours. Par ailleurs, l'entreprise a indiqué que chaque travailleur d'Algérie Poste aurait désormais droit à deux journées de repos hebdomadaire, tout en assurant la continuité du service au niveau de la poste. Cette mesure entrera en vigueur après la fin du ramadhan. Algérie Poste a également annoncé la régularisation du

statut des employés exerçant des fonctions non inscrites dans leurs décisions de nomination, et ce, avant le 31 mai 2021. Il est également question d'œuvrer à la clarification des modalités d'application de l'article 104 du Règlement intérieur relatif aux cas de suspension conservatoire, de manière à garantir la protection du travailleur contre les suspensions arbitraires, avec l'engagement d'examiner tous les cas soulevés dans un délai n'excédant pas trois mois.

Le communiqué souligne que ces mesures s'ajoutent à la prime d'intéressement, dont

une partie a été versée au début du mois sacré et le reste après approbation du bilan annuel 2020 par le Conseil d'administration. Pour conclure, Algérie Poste a réitéré son appel à tous ses employés grévistes afin de reprendre leur travail. Exprimant sa considération à tous les travailleurs qui ont fait prévaloir l'intérêt du citoyen et assuré la continuité des prestations postales, elle avertit qu'elle prendra des mesures judiciaires adéquates à l'encontre de tout travailleur qui refuse de regagner son poste de travail.

Louisa Ait Ramdane

Tizi Ouzou

Reprise progressive des travailleurs d'Algérie Poste

Une reprise progressive des travailleurs d'Algérie Poste a été enregistrée hier dans la wilaya de Tizi Ouzou. Selon une source à la direction locale de l'entreprise, cette reprise a eu lieu notamment au niveau de la poste Chikhi-Amar de la haute ville du chef-lieu de wilaya ainsi que dans les autres bureaux, notamment la recette principale (RP) située au centre-ville.

Il a été même fait appel, en renfort, aux employés d'autres services, autres que les guichetiers, pour cette réouverture après 5 jours de grève décriée par les usagers. Ces derniers ont même organisé un rassemblement devant la RP, bloquant la circulation automobile pour réclamer la réouverture des guichets et leur permettre de retirer leurs salaires et pensions.

Hamid M.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 156 nouveaux cas et 3 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 3 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de moins qu'hier (4), portant à 3 155 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 156 cas, soit 7 cas de moins par rapport au bilan d'hier (163), pour atteindre, au total, 119 642 cas confirmés.

R. N.

Pour faire baisser les prix

Déstockage d'importantes quantités de pomme de terre

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a procédé dimanche au déstockage d'importantes quantités de pomme de terre à travers plusieurs wilayas du pays en vue de faire baisser les prix qui ont récemment flambé sur le marché national. Dans une déclaration à la presse, en marge de la mise sur le marché de 500 tonnes de pommes de terre au niveau du point de vente de Bab El Oued (Alger) relevant du Groupe de valorisation des produits agricoles GVAPRO, le directeur général de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV), Mohamed Kharroubi, a précisé que ces opérations permettront de vendre la pomme de terre directement aux citoyens entre 40 et 50 DA/Kg et de mettre ainsi un terme à la flam-

bée des prix coïncidant avec le début du Ramadan. Une hausse qu'il a imputée aux mauvaises conditions météorologiques qui ont entravé les récoltes et au monopole exercé sur la pomme de terre. En effet, a-t-il expliqué, les intempéries enregistrées dans certaines régions productrices de pomme de terre comme Mostaganem, Skikda, Annaba et El Tarf ont retardé les récoltes.

Les quantités de pomme de terre déstockées sont mises sur le marché à travers les points de vente directe (plus de 500) relevant du ministère de l'Agriculture et répartis sur l'ensemble du territoire national (des marchés de proximité créés à l'occasion du Ramadan) ainsi qu'à travers les marchés de gros et de détail. Il s'agit de la quatrième opération du genre depuis le début du mois

d'avril, selon M. Kharroubi qui a fait état, dans ce cadre, du déstockage de 30.000 tonnes de pomme de terre à ce jour.

Affirmant que le déstockage de ce produit se poursuivra en fonction des besoins nationaux, M. Kharroubi a rassuré les citoyens concernant la disponibilité de cette matière dans les prochains jours grâce à l'amélioration des conditions météorologiques qui va permettre de reprendre la récolte et baisser, ainsi, les prix. Outre la pomme de terre, une opération de déstockage des viandes blanches est en cours en vue de leur commercialisation au niveau des points de vente relevant l'Office national des aliments du bétail (ONAB) à un prix de 280 da/kg, précise le même responsable.

Lina B.

70 % des Algériens consultent la presse électronique

Belhimer : «La sécurisation des plateformes web est un enjeu fondamental»

«70 % des Algériens consultent la presse électronique et, plus important encore, la lisibilité de notre contenu national passe forcément par les réseaux, la transition numérique revêtant un caractère existentiel pour l'Etat-nation», a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer.

Par Meriem Benchaoua

Pour le ministre qui s'exprimait dans un entretien accordé au site électronique *Algerie54.com*, la sécurisation des plateformes web et sites électroniques est «un enjeu fondamental», comme l'atteste un audit récent des sites web institutionnels, réalisé par l'Observatoire du groupement algérien des acteurs du numérique (GAAN). A une question relative à la survie de la presse nationale, liée à la publicité institutionnelle, il a indiqué que l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (Anep) a engagé «un assainissement du secteur en instituant de nouvelles règles du jeu en matière de distribution de sa manne publicitaire représentant 60 % du marché national». Il a expliqué que l'Anep a entrepris de renouveler ses conventions avec les médias en fixant de nouvelles règles, notamment les 15 critères transitoires auxquels doit obéir tout média aspirant à bénéficier de la publicité institutionnelle. «Outre les documents administratifs d'usage, ces médias doivent respecter l'éthique, ne pas faire l'objet d'une condamnation infamante, notamment pour diffamation, chantage, faux, usage de faux ou corruption», a-t-il détaillé. Dans le même sillage, M. Belhimer a rappelé qu'il y a un an «le 12 avril 2020, nous mettions en garde contre les financements étrangers de la presse nationale (tous supports confondus), de quelque nature que ce soit et de quelque provenance que ce soit», précisant qu'ils sont «absolument interdits». Répondant à une question sur «l'implication

de certains médias algériens et certains journalistes affidés à certains agendas étrangers», M. Belhimer a relevé que «toute cette haine déversée par les trolls sionistes, du makhzen et d'autres résidus de l'ordre colonial contre le courant patriotique et son épine dorsale l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, est un indicateur fort que nous sommes dans la bonne direction». «Ce microcosme qui réunit, contre-nature, des milieux séparatistes et des mouvances illégales proches du terrorisme, qui exploitent les marches hebdomadaires, comme la signalé le communiqué du Haut Conseil de sécurité du 6 avril dernier, déploie un art consommé de combler le vide du vendredi après-midi et de monter en mayonnaise des mensonges qui viennent alimenter le palmarès déjà fleuri des fake news et des deep fakes», a commenté M. Belhimer.

Législatives : un «rendez-vous marquant» dans la construction de la nouvelle Algérie

S'agissant des prochaines législatives, le ministre a indiqué que son département mobilisera toutes ses forces pour faire du scrutin législatif du 12 juin prochain un «rendez-vous marquant» dans la construction de la nouvelle Algérie. Pour ce faire, M. Belhimer a précisé que «deux grands chantiers mobiliseront toutes nos forces d'ici les élections législatives du 12 juin prochain, à savoir l'accompagnement de l'Autorité indépendante des élections (Anie), d'une part, et l'intensification et la diversification du contenu national produit



PH. R.

dans le cyberspace (presse électronique), d'autre part». Pour ce qui est de l'Anie, il a fait savoir que son département agit conformément aux attributions que lui confère la loi, lesquelles sont «expressément rattachées à la promotion, la consolidation de la démocratie et de la liberté d'expression ainsi qu'au développement de la communication», ajoutant que «les mises en garde récurrentes et infraterritoriales du ministère contre les atteintes aux règles d'éthique et de déontologie ne peuvent occulter l'attachement, large et profond, de l'écrasante majorité de nos journalistes à un exercice sain et paisible du métier». A ce titre, M. Belhimer a précisé qu'il est, encore une fois, fait appel «aux nobles valeurs de civisme et de patriotisme, au professionnalisme et au sens de responsabilité, au demeurant fortement enracinées parmi nos confrères, afin de

faire du rendez-vous du 12 juin un rendez-vous marquant dans la construction de la nouvelle Algérie». Pour sa part, l'Arav (Autorité de régulation de l'audiovisuel) assumera la mission que lui fixe la loi relative à l'activité audiovisuelle de «veiller, par tous les moyens appropriés, au respect de l'expression plurielle des courants de pensée et d'opinion dans les programmes des services de diffusion sonore et télévisuelle, notamment sur des émissions d'information politique et générale», a-t-il dit. Il a ajouté que l'Anie, «en tant que maître-d'œuvre, est en charge de leur préparation, de leur organisation, de leur gestion et de leur supervision, ce qui comporte à toutes les étapes une charge évidente de communication qu'elle assume en toute souveraineté, hors de toute interférence exécutive ou autre».

M. B.

Enseignement supérieur

Le recrutement direct des diplômés de doctorat «impossible», selon le ministre

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a affirmé que le recrutement direct des diplômés de doctorat était «impossible», en raison de leur nombre important qui dépasse les 5 000 par an.

Dans un entretien à l'APS, M. Benziane a souligné que «le recrutement des diplômés de doctorat était impossible en raison de leur nombre important qui dépasse les 5 000 par an», ce qui, selon lui, a amené le ministre «à penser à de nouveaux

espaces favorisant leur emploi, notamment au niveau de la Fonction publique et des établissements économiques et sociaux».

Le ministre a démenti «la fermeture de la porte du recrutement devant les diplômés du troisième cycle universitaire», précisant que ce recrutement «se fait annuellement conformément aux besoins minutieux de l'Université et obéit à des normes de sélection qui tiennent compte de l'aspect pédagogique et de l'activité scientifique des candidats».

«Cette mesure intervient en

application d'une série de propositions contenues dans l'avant-projet de loi destiné aux titulaires de doctorat qui sera prochainement soumis au gouvernement et visant essentiellement à accroître les chances de recrutement des diplômés de doctorat», a-t-il poursuivi.

Dans le but de permettre aux doctorants de publier un article dans des revues scientifiques comme condition préalable à la soutenance de leurs thèses, M. Benziane a cité l'agrément de 198 nouvelles revues scientifiques dans les sciences sociales

et humaines, portant ainsi le nombre global de ce genre de revues à 298 revues scientifiques de catégorie «C», ce qui permettra aux doctorants de publier leurs articles scientifiques qui porteront la signature de l'encadreur, affirmant qu'il est impossible d'annuler cette condition (publication d'un article scientifique pour soutenir les thèses de doctorat).

Par ailleurs, M. Benziane a fait savoir que son secteur œuvrait à la «révision de la méthode de gestion des stages pratiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du

La vaccination dans le monde plus lente que prévu

Suite de la page une

Une année, c'était en fait plus que suffisant pour damer le pion à une maladie qui après tout est pour la mortalité comparable à une méchante grippe. Tout tend à prouver qu'une fois de plus on a péché par excès d'optimisme. A son rythme actuel, et en ayant en vue les deux doses pour chaque personne, il est déjà acquis que la vaccination prendra bien plus de temps que prévu. On peut d'ores et déjà abandonner l'idée que cette année ne sera pas finie que la pandémie aura été vaincue, et encore moins que tout sera revenu comme c'était avant. Ce n'est pas cette année que les activités économiques les plus affectées pourront commencer à se rétablir. Le tourisme et le transport aérien ne sont pas au bout de leur peine. Tout ce qui à un titre ou à un autre en dépend en subira forcément le contre-coup. Les pays qui tirent du tourisme le meilleur de leurs ressources seront naturellement les plus pénalisés par la crise sanitaire, a fortiori si celle-ci s'étire dans le temps. Sans doute la reprise n'en sera-t-elle que plus forte quand son heure sera revenue. Encore faut-il que celle-ci se signale à l'horizon. Si on ne devait compter que sur la vaccination pour sortir de la pandémie, ce serait plutôt à désespérer. Et encore n'envisage-t-on pas l'avènement d'un variant de contournement se jouant de tous les vaccins existants. Une hypothèse qui est dans tous les esprits. Heureusement, il y a les traitements qui se sont déjà beaucoup améliorés, et qui sûrement seront encore plus efficaces à l'avenir. Il y a aussi le retour des beaux jours dans l'un des deux hémisphères, qu'il ne faut pas sous-estimer. Et puis il y a cette immunité naturelle des pays jeunes, ce qui est dans tous les pays africains, à même de s'en sortir sans l'appoint de la vaccination. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de cette situation planétaire que ce soit le continent où la vaccination est la moins avancée qui se trouve le mieux armé pour juguler la maladie.

M. H.

pays, destinés aux étudiants du 3^e cycle», soulignant avoir enregistré, lors de ses visites dans nombre d'établissements relevant de son secteur, de grands moyens et équipements scientifiques à exploiter de manière optimale afin d'assurer des stages de haute qualité en faveur des étudiants, tout en limitant les stages à l'étranger aux spécialités ne disposant pas de tels moyens, ce qui permettra la rationalisation des dépenses et le renforcement des stages à l'intérieur du pays.

Younès F.

Professeur Mahiaoui au sujet du relâchement face au Covid :

Risque d'une troisième vague «plus meurtrière»

■ Les vaccins contre le nouveau coronavirus (Covid-19), quel que soit le laboratoire d'origine, ont les «mêmes effets secondaires» qui sont «négligeables», a rassuré, hier à Alger, le Professeur Ryad Mahiaoui, membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie, affirmant que «la balance penche plus vers l'efficacité (de ces vaccins) que vers le risque».

Par Hocine H.

«Les vaccins ont les mêmes effets secondaires. Le risque est le même pour tous les vaccins mais il est négligeable. Il ne faut pas polémiquer sur cette question. Le vaccin anti-Covid est une prouesse biologique dans le monde. Il a été étudié et a eu son aval. Tous les médicaments ont des risques, mais la balance penche plus vers l'efficacité que vers le risque.

Si on a autorisé l'usage d'un vaccin ce n'est pas de la rigolade», a déclaré le P^r Mahiaoui à la Chaîne 3 de la Radio nationale.

Rappelant que le nombre des doses de vaccin réceptionnées par l'Algérie jusque-là s'approchait des 800 000 doses, dont quelque 300 000 doses d'AstraZeneca, l'orateur a affirmé que «60 % des personnes inscrites sur la plateforme, mise

par le ministère de la Santé à la disposition de la population, ont été vaccinées et qu'aucun effet secondaire grave n'a été signalé pour les trois vaccins par l'Agence de pharmacovigilance».

Il a, toutefois, indiqué que des «effets secondaires mineurs ont été signalés», notamment des «douleurs au point d'injection et asthénie légère», soulignant l'importance d'accélérer la cadence de la vaccination qui, a-t-il fait remarquer, «dépend du rythme de la réception des doses des vaccins».

A ce propos, il a indiqué que «le rythme de la vaccination est en rapport direct avec la réception des doses» et que «tous les intervenants dans la campagne de vaccination œuvrent pour accélérer la cadence de la vaccination, qui y va de l'acquisition du vaccin».

Interrogé sur la situation pandémique en Algérie, l'invité de la



P.V.D. R.

radio a évoqué un «frémissement d'augmentation des cas de Covid», tout en déplorant un «relâchement» de la population envers les mesures sanitaires, dont le port du masque et le respect de la distanciation physique, qui peut «déboucher sur une situation inquiétante», a-t-il averti. «Chacun est responsable

dans son secteur. Les autorités locales doivent veiller à l'application stricte de la loi. Il faudra relancer la sensibilisation sur l'importance du respect des mesures barrières. Les personnes qui ne respectent pas la loi, il faut qu'elles sachent qu'elles mettent en danger la vie des autres. Les citoyens doivent

savoir que la pandémie est encore là et qu'elle tue toujours», a-t-il insisté, sans écarter le risque de l'apparition d'une troisième vague «plus meurtrière» si ces mesures sanitaires sont négligées et non respectées d'une manière stricte et rigoureuse.

H. H.

Ramadhan

Résurrection de traditions anciennes ancrées chez la famille tindoufie

Le mois sacré du ramadhan est la période par excellence où sont revivifiées des traditions socioculturelles diverses, profondément ancrées chez la famille tindoufie. Outre le volet spirituel et religieux, les signes de solidarité et d'entraide sont très visibles, beaucoup plus que durant le reste de l'année, en ce mois de piété et de ferveur qui est accueilli, tout comme

ailleurs aux quatre coins du pays, par l'inévitable renouvellement des ustensiles pour la garniture de la table de l'iftar (repas de rupture du jeûne).

Durant tout le mois de ramadhan, les ménagères s'affairent savamment à la préparation de l'incontournable «Hrira», ou «H'sa» comme l'appellent certains, une soupe à base de blé concassé, sans laquelle ne peut être conçue le repas d'iftar, assure M^{me} Fatma Benyoucef de l'association Hassiba-Benbouali

pour le patrimoine.

Un plat qui est préparé à base de blé local, qui est fumé juste après sa moisson, puis concassé, donnant lieu à des grains de «mermez» qui est le secret même de son goût singulier.

Le service du thé punctuant le repas d'iftar constitue un cérémonial important dans la soirée du ramadhan, dont la préparation sur un brasier se déroule sous les yeux de tous, en tant que moment de convivialité

regroupant les membres de la famille et les invités, estime Mohamed Belaïd, président de l'association «Guenga» du patrimoine ancien.

Aussi, les familles tindoufies perpétuent la tradition de l'échange des plats entre voisins, dans un geste de raffermissement des liens de bonté et de solidarité, plus particulièrement durant ce mois de bonnes actions, a-t-il ajouté.

Pour beaucoup de familles, les veillées du ramadhan sont

l'occasion aussi de s'adonner à des jeux distractifs traditionnels tels que le jeu de «Sig» (bâtonnets) notamment chez la gent féminine. L'avènement du mois de ramadhan amène également les familles tindoufies concernées à bien préparer la circonscription de leurs enfants, dans un esprit de bonté de la bénédiction du mois sacré et de Leilat El-Qadr (nuit du Destin), selon le président de l'association du patrimoine ancien.

Yanis H.

Ouargla/Dispositifs de TUP-HIMO et de l'ADS 30 projets avertis

Trente projets ont été avertis dans la wilaya de Ouargla par le biais des dispositifs des Travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre (TUP-HIMO) et de l'Agence de développement social (ADS), a-t-on appris, hier, de la direction locale de l'Action sociale et de la Solidarité.

Vingt projets ont été approuvés l'année dernière au titre du dispositif TUP-HIMO, notamment dans les activités de l'agriculture, l'hydraulique, l'éducation et la santé, et devront générer, une fois lancés, 260 emplois au profit des jeunes, a précisé le DASS, Abdelatif Beggas.

Visant l'amélioration de l'environnement et du cadre de vie des citoyens, les dix autres projets retenus au titre de l'ADS portent sur des activités d'hygiène et d'assainissement, d'aménagement des espaces verts, de curage des égouts et avaloirs, et d'entretien des châteaux et réservoirs d'eau et de l'éclairage public.

K. L.

Ooredoo lance la 14^e édition de son concours «Media Star»

- Les travaux éligibles doivent être publiés ou diffusés entre le 1^{er} janvier 2020 et le jeudi 3 juin 2021

Thématique : rôle des médias et des réseaux sociaux dans le traitement de l'information dans les situations de crise.

Ooredoo lance la 14^e édition de son célèbre concours «Media Star», un événement très attendu par la corporation des médias professionnels algériens, et annonce l'ouverture des candidatures, à partir du dimanche 18 avril jusqu'au 3 juin 2021.

Devenu au fil des années une date importante dans la scène médiatique algérienne, ce concours, lancé par Ooredoo en 2007, connaît un engouement ascendant auprès des journalistes tous supports confondus.

Media Star 2021 récompense les meilleurs travaux journalistiques reportages, enquêtes, articles d'analyse (commentaires, éditoriaux et chroniques),



illustrations de presse (photos, caricatures et dessins), productions radiophoniques et télévisuelles. L'édition 2021 traite du thème du Rôle des médias et des réseaux sociaux dans le traitement de l'information dans les situations de crise.

Le concours porte sur tout travail original (articles dans la presse écrite et électronique et programmes radiophoniques et télévisuels), publié ou diffusé dans les médias algériens entre le 1^{er} Janvier 2020 et le 3 Juin 2021 (inclus)

Le concours récompense les

candidatures retenues dans les catégories suivantes :

- Presse écrite généraliste et spécialisée ;
- Illustration de presse : dessin, caricature, photo ;
- Médias électroniques ;
- Programmes radiophoniques ;
- Programmes télévisuels.

Un jury indépendant, composé d'universitaires et de professionnels des médias et des TIC, sélectionnera les meilleurs travaux qui seront récompensés.

Les lauréats de la 14^e édition recevront l'une des récom-

penses suivantes :

- 1^{er} Prix : 700 000 DA
- 2^e Prix : 500 000 DA
- 3^e Prix : 300 000 DA

Les journalistes souhaitant participer à la 14^e édition du concours «Media Star» peuvent consulter le règlement du concours et les conditions de participation, ainsi que télécharger le formulaire de participation dans la section Media Star du site Ooredoo: www.ooredoo.dz

Les travaux de la presse écrite et des médias électroniques publiés (articles, dessins, caricatures, photos) doivent être envoyés par mail à l'adresse (Rpubliques@ooredoo.dz).

Les candidats doivent déposer leurs travaux au siège central de Ooredoo et aux sièges régionaux.

Les dossiers de candidature ainsi que les travaux réalisés doivent être déposés au plus tard le jeudi 3 juin 2021 à 17h.

Journalistes... dévoilez vos talents !

Pour décongestionner les ports

Appel à créer des espaces de stockage des marchandises

■ Le directeur général des Douanes algériennes, Noureddine Khaldi, a appelé, à Oran, les entreprises portuaires du pays à créer des zones et des espaces de stockage des marchandises (conteneurs) hors portuaires pour éviter la congestion et alléger la pression sur les ports.



PH.D. R.

Par Younés S.

M. Khaldi a exhorté, dans une déclaration à la presse lors du premier jour de sa visite de travail et d'inspection de deux jours à Oran, les entreprises portuaires du pays à «créer des zones ou espaces de stockage de marchandises (conteneurs) hors portuaires pour éviter la congestion et alléger la pression sur les entreprises portuaires. Des zones qui seront sous le contrôle des Douanes et gérées par les entreprises portuaires». Le DG

des Douanes algériennes a relevé que ses services «travaillent d'arrache-pied avec les différents partenaires pour réduire les délais de dédouanement des marchandises (conteneurs) et, par conséquent, désengorger les ports algériens», précisant que les délais d'emmagasinage des marchandises ont été réduits d'une moyenne de 5 à 3 jours, ajoutant que les services des douanes «sont mobilisés pour faire des ports algériens une zone de transit et non des espaces de stockage et d'entassement». Noureddine Khaldi a fait observer que «les marchan-

dises (conteneurs) restent cependant de longues périodes générant des surcoûts à l'Etat» en raison des surestaries où les marchandises restent une période sur les quais des ports pour leur chargement ou leur déchargement. Dans ce cadre, le nombre de conteneurs ayant été déchargés au niveau du port d'Oran, durant le premier trimestre de l'année en cours, est de 17 681 unités. Aussi, a-t-il été procédé jusqu'à présent au dédouanement de 15 270 conteneurs et le transfert de 823 autres vers les dépôts publics, alors qu'il ne reste que

1 588 conteneurs stockés au niveau du port sous le contrôle des Douanes, en attendant leurs déclarations douanières pour soulager le port. M. Khaldi a souligné, dans ce contexte, que la plupart de ces mesures entre dans le cadre de l'application des décisions du président de la République visant à atteindre 5 milliards de dollars d'exportation hors hydrocarbures, notamment à travers différentes procédures introduites, englobant la facilitation du flux commercial à travers les ports, à l'instar des activités d'exportation. En ce qui concerne, le nouveau système d'information du secteur des Douanes, en cours d'élaboration, le premier responsable de cette institution a assuré que «cet outil jouera un rôle majeur dans le traitement des opérations de dédouanement des marchandises à travers les ports», soulignant que «le partenaire coréen effectuera une mission dans les tout prochains jours et ce, pour faire avancer le rythme quant à la mise en œuvre de ce projet». Par ailleurs, le directeur général des Douanes a mis l'accent sur l'impératif d'éviter le stockage de matières dangereuses au niveau des ports maritimes, de veiller aux mécanismes de gestion des risques et d'assurer avec toute l'efficacité souhaitée le traitement des marchandises conteneurisées. M. Khaldi a suivi à Oran un exposé sur le bilan des activités douanières et visité le siège d'une brigade commerciale, ainsi qu'une brigade chargée de la surveillance des scanners des conteneurs au port d'Oran, de même que l'inspection des divisions des Douanes, avant de

présider une cérémonie à l'Ecole supérieure des Douanes d'Oran, où il a animé une rencontre avec les cadres de la direction régionale des Douanes. Le directeur général des Douanes effectuera aujourd'hui une visite à l'aéroport international d'Oran «Ahmed-Benbella», de même qu'il tiendra une rencontre avec les opérateurs économiques de la région ouest du pays.

Y. S.

Industrie automobile La Corée du Sud veut augmenter ses investissements

La Corée du Sud a annoncé qu'elle projetait d'augmenter les investissements dans la recherche et développement (R&D) dans le segment des véhicules de prochaine génération et soutenir les constructeurs et industriels automobiles locaux.

Un total de 367,9 milliards de wons (328 millions de dollars) sera débloqué pour soutenir la R&D dans les véhicules de prochaine génération en 2021, en hausse de 37 % par rapport à l'année précédente, a indiqué le ministre de l'Economie et des Finances, Hong Nam-ki.

«Davantage d'investissements de R&D dans les véhicules de prochaine génération s'avère nécessaire, alors que la concurrence fait rage dans ce segment», a souligné M. Hong lors d'une réunion axée sur la croissance innovante.

Le gouvernement, a-t-il ajouté, se focalisera sur le soutien de la R&D pour six technologies clés dont les batteries, les piles à combustible à hydrogène, les systèmes de conduite autonome et les puces automobiles. Par ailleurs, le président Moon Jae-in a tenu récemment une réunion avec des dirigeants d'entreprises et a promis d'importantes incitations au profit du secteur des semi-conducteurs. Le premier fabricant automobile du pays, Hyundai Motor, a suspendu une partie de ses usines dans le pays en raison d'une pénurie de pièces détachées électroniques à cause de problèmes d'approvisionnement de puces automobiles dans le monde.

R. E.

Chine

L'économie progresse à un rythme record au 1^{er} trimestre 2021

L'économie chinoise a progressé à un rythme record au premier trimestre 2021, dépassant les autres grandes nations dans sa reprise post-pandémique, a rapporté le «Washington Post».

L'économie chinoise a crû de 18,3 % en glissement annuel au cours du trimestre janvier-mars 2021, alors que la forte demande intérieure et étrangère a ali-

menté la reprise à partir d'une base basse au début de 2020, le début de la pandémie de Covid-19, selon un rapport publié par le journal américain. Deuxième économie mondiale, la Chine a plus que retrouvé son activité d'avant la pandémie, malgré la pandémie et les sanctions américaines contre ses principales industries, indique le rapport.

La Chine semble avoir été en mesure de compenser les sanctions américaines par de nouvelles affaires dans d'autres régions, prévenant un isolement économique appelé «découplage», selon le rapport, citant Nicholas Lardy, chercheur principal à l'Institut Peterson pour l'économie internationale, basé à Washington. Eswar Prasad, professeur de commerce à

l'Université Cornell et ancien chef de la division Chine au Fonds monétaire international (FMI), a déclaré s'attendre à ce que la croissance économique chinoise aide à la reprise mondiale cette année, augmentant les prix des produits de base et soutenant les économies en développement qui exportent vers la Chine, selon le rapport.

R. D.

Italie

CNH Industrial renonce à vendre Iveco au groupe chinois FAW

L'e groupe italo-américain CNH Industrial a annoncé avoir mis fin à ses discussions avec le constructeur automobile chinois FAW Jiefang en vue de la vente de sa filiale Iveco (camions, bus), une transaction à laquelle s'était opposé le gouvernement italien.

CNH Industrial indique dans un com-

munié avoir «terminé les discussions avec FAW Jiefang concernant l'activité On-Highway», les activités routières du groupe qui comprennent notamment les marques Iveco, Iveco Bus et Heuliez Bus.

Le ministre du Développement économique, Giancarlo Giorgetti, s'est aussitôt félicité de cette décision, une nouvelle

accueillie «de manière positive» par le gouvernement. «Le gouvernement italien a suivi toute l'affaire de près, car il considère que la production de véhicules routiers lourds est d'un intérêt national stratégique», a-t-il commenté dans un communiqué. CNH Industrial – dont près de 27 % du capital est détenu par la famille Agnelli

via sa holding Exor – est une société de droit néerlandais née en septembre 2013 de la fusion de l'italien Fiat Industrial et de sa filiale américaine CNH Global. De préférence à une vente, CNH Industrial a précisé «poursuivre ses plans existants pour une scission de ces activités au début de 2022».

N. T.

Enseignement supérieur

Benziane : vers l'adaptation du système LMD au marché du travail

■ Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique œuvre à l'adaptation du système LMD aux développements enregistrés à travers sa mise en phase avec les spécialités demandées par le marché du travail, a indiqué le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelbaki Benziane.

Par Hamid N.

Lors d'une interview accordée à l'APS, M. Benziane a précisé que l'évaluation de l'application du système LMD a fait ressortir la nécessité de l'adapter aux développements du marché du travail, notamment en ce qui concerne la création de nouvelles spécialités dans divers domaines.

«Il est inconcevable de maintenir ce système dans le schéma

Industrie/Amélioration de la gouvernance des entreprises publiques

Le ministre met en avant le rôle des membres du conseil d'administration

LE MINISTRE de l'Industrie, Mohamed Bacha, a mis en avant, lors d'une rencontre tenue samedi à Alger regroupant les responsables des groupes industriels publics, le rôle des membres du conseil d'administration des entreprises industrielles publiques dans leur développement et l'amélioration de leur gouvernance, indique un communiqué du ministère intervenant à cette rencontre. M. Bacha a insisté sur «le rôle axial du membre du conseil d'administration dans l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques et les responsabilités qui lui incombent en vertu des textes de loi en vigueur, et ce, afin de participer au développement du rendement des entreprises publiques et de répondre aux aspirations des autorités publiques visant la relance de l'activité industrielle», précise le communiqué. A cette occasion, le ministre a appelé les membres des conseils d'administration des différents groupes publics à l'impérative «intensification de leurs efforts pour accompagner les responsables de ces groupes en vue de la réalisation des objectifs tracés, à même de relancer le secteur industriel public», ajoute-t-on de même source.

Les participants à cette rencontre ont évoqué le rôle du membre du conseil d'administration dans la protection des intérêts et des biens de l'entreprise, soulignant, dans ce sens, l'importance de la charte d'éthique du membre du conseil d'administration qui définit les obligations et les engagements éthiques pour l'exercice de leurs missions dans le cadre de la transparence et de l'intégrité. **Younès H.**

de son lancement en 2004, d'où la démarche engagée pour son amélioration et permettre à l'Université de devenir une véritable locomotive de l'économie nationale», a souligné le ministre.

Cette entreprise, a-t-il précisé, s'inscrit dans le cadre de la série de mesures prévues dans la mouture du projet de loi sur l'Enseignement supérieur, qui sera examinée prochainement par le gouvernement, estimant que son adoption constituera «un bond qualitatif en matière de gestion de l'université algérienne».

Concernant l'ouverture de l'université sur son environnement socio-économique, le ministre a fait savoir que le secteur «poursuit la signature de conventions de coopération avec plusieurs entreprises et départements ministériels pour asseoir les passerelles de la coopération et valoriser les conclusions de la recherche scientifique, tout en veillant à assurer une formation de qualité aux étudiants afin d'élever le taux d'employabilité des diplômés». Il a affirmé, à ce propos, que grâce à cette coopération, le secteur a engagé une mise à jour de la nomenclature de formation universitaire pour être au diapason des développements enregistrés dans le domaine de l'emploi.

Soulignant l'intégration de nouvelles spécialités et le gel d'autres, le ministre a cité en exemple «les mathématiques appliquées, très demandées sur le marché de l'emploi, où la formation universitaire ne représen-

te de 10 %».

Dans le cadre de la formation dans le domaine entrepreneurial, le secteur a créé, à travers les établissements d'Enseignement supérieur, 78 Maisons d'entrepreneuriat qui se chargent de la formation et l'accompagnement des étudiants pour la création de leurs start-up ou micro-entreprises, auxquelles s'ajoutent 44 incubateurs mis en place au niveau d'universités et Ecoles supérieures, accompagnés au plan administratif par les directeurs de ces établissements et au plan scientifique par l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (Anvredet).

S'agissant de la numérisation du secteur, M. Benziane a expliqué que ces services œuvrent à décupler le débit Internet au niveau de l'ensemble des établissements universitaires, à la faveur de l'acquisition d'équipements au profit du Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (Cerist).

Dans le même ordre d'idées, le ministre a plaidé pour la promotion de l'enseignement à distance, surtout après l'expérience menée par l'Université algérienne dans le cadre de l'enrayement des répercussions de la pandémie Covid-19, faisant état de l'enregistrement de 800 cours au profit des étudiants de première année sous forme de vidéos accessibles sur le net et au niveau de l'université en cas de non disponibilité de connexion pour l'étudiant.



Le mode présentiel a été maintenu pour les unités de base selon un système de groupes, ce qui a permis d'améliorer les conditions d'étude, a-t-il rappelé. En ce qui concerne le système d'information intégré Progrès, M. Benziane a réitéré la détermination du secteur à remédier aux lacunes enregistrées.

Citant «l'orientation d'étudiants à besoins spécifiques vers des spécialités inadaptées», le ministre a assuré quant au traitement de telles situations «au cas par cas» pour permettre à chacun de bénéficier pleinement de ses droits. Les erreurs des systèmes informatiques existent dans le monde entier, a-t-il fait observer à ce propos.

Pour ce qui est du dossier des œuvres universitaires, M. Benziane a déclaré que sur instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, il est procédé actuellement à l'élaboration d'une «vision de réforme globale» avec la contribution de tous les membres de la famille universitaire et les représentants du partenaire social.

Précisant que le but étant d'élaborer une nouvelle stratégie de gestion de ces œuvres, le ministre a évoqué la possibilité de tirer profit des expériences internationales en ce qui concerne ce dossier, dont la gestion a enregistré des «dysfonctionnements». **H. N.**

Tourisme

Promouvoir la formation scientifique pour atteindre le professionnalisme

Les participants à un symposium sur «les sciences au service du tourisme et du voyage» ont mis l'accent, samedi à Alger, sur l'impérative amélioration du niveau de la formation à travers le renforcement de la recherche scientifique afin d'atteindre le professionnalisme en matière d'activité de tourisme et de voyage et faire de cette activité un levier de développement durable. Les participants à ce symposium, organisé par l'Ecole nationale supérieure du tourisme (ENST) et l'Association nationale des agents de voyages (ANAV), ont souligné, dans ce sens, l'importance de l'échange des expériences et des expertises avec tous les spécialistes et experts dans le domaine du tourisme et des voyages afin de hisser le niveau de la formation et de l'acquisition des savoirs et améliorer les services en réponse aux attentes des clients.

Le directeur général du tourisme au ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Moussa Ben Tamer, a mis en avant l'importance de telles rencontres pour «l'échange des idées et des expériences sur l'importance d'intégrer la formation scientifique dans le domaine du tourisme et des voyages, en vue d'atteindre le professionnalisme dans le rapport aux clients et adapter les prestations aux normes en vigueur».

Il a rappelé, dans ce cadre, le message du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la célébration de la Journée du Savoir (16 avril), en faveur de la promotion du savoir et de la connaissance dans le domaine de la formation, afin de construire l'Algérie nouvelle et améliorer l'économie hors hydrocarbures, en accordant de l'importance à des secteurs vitaux comme le

tourisme. Pour sa part, le directeur général de l'ENST, Abdelkayoum Ladraa, a mis en avant les efforts sans cesse consentis par les étudiants de l'Ecole, notamment les diplômés organisés au sein de l'Anav pour consolider le savoir et la science dans le domaine du tourisme et des voyages afin d'atteindre le professionnalisme en matière de prestations et de relations avec les clients, et de parvenir à créer une destination touristique par excellence.

Intervenant dans le cadre de cette rencontre, première du genre entre les deux parties, le président de l'Association nationale des agences de voyage, Bordji Mohamed-Amine, a évoqué les défis auxquels font face les agences de tourisme du fait de la propagation du coronavirus qui a induit une suspension de leurs activités commerciales, appelant les autorités concer-

nées à «un accompagnement et à une aide pour aplanir les obstacles rencontrés».

Il a évoqué, à ce propos, «une étude réalisée avec la participation de plus de 105 agences sur un total de 800 activant dans le créneau du Hadj et de la Omra, pour déterminer les principaux obstacles auxquels elles font face et formuler des propositions pour trouver des solutions».

Ces agences proposent, dans ce cadre, une exonération des cotisations annuelles de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos), de la fiscalité et des impôts, a-t-il fait savoir.

Les agences activant dans le créneau du Hadj et de la Omra demandent «une plus large participation» à cette activité à l'avenir, pour récupérer les pertes engendrées suite à la propagation du Covid-19.

Kamel L.

Maison de la culture de Tlemcen

Un programme riche et varié pour le mois sacré

■ Des programmes culturels et artistiques s'annoncent ici et là, proposant au public des moments conviviaux en famille et entre amis. La maison de la culture Abdelkader-Alloula de Tlemcen est un de ces établissements qui ont choisi de créer la joie en ce mois de ramadhan qui coïncide avec la célébration du Mois du patrimoine.

PH/D.R.



Par Adéla S.

C'est avec un programme culturel et artistique riche et varié que cet établissement va accueillir ses fidèles. De la musique, de l'art plastique et des concours éducatifs au profil des enfants et autres, sont au menu des orga-

nisateurs. Ces derniers précisent que les activités prévues durant ce mois sont organisées avec l'application stricte des mesures préventives contre la propagation de la pandémie de Covid-19.

En ce qui concerne la programmation artistique, neuf soirées artistiques sont prévues à partir de ce samedi et jusqu'au

9 mai prochain à la grande salle de la maison de la culture après la prière des Tarawih (surrogatoires) pour permettre aux familles tlemcéniennes de profiter des Madihs (chants religieux). Les soirées artistiques seront animées par des artistes et des troupes musicales locales, telles celles de Kamel Mellouk, Hamid Taleb Bendiab,

Azzeddine Bouabdellah, Omar Belkhodja, Rym Hakiki et Orchestra, Nacer Ghaffour, la troupe Angham wa Maqam, les associations Bouali, Ahbab Cheikh et Larbi Bensari. La maison de la culture Abdelkader-Alloula a également prévu une soirée destinée à célébrer Leilat El Qadr (la Nuit du destin) par les troupes Misk El Ouns et Choumouaa Tafrouri.

Les personnes intéressées seront entre autres au rendez-vous avec des spectacles humoristiques du comédien Zaza, des lectures poétiques déclamées par le poète Belhouari Ali.

Quant aux concours éducatifs, la maison de la culture Abdelkader-Alloula de Tlemcen prévoit deux événements majeurs. Le premier concerne la récitation du Coran, organisé en collaboration avec l'association culturelle locale Tagraret. Le deuxième concours est organisé au profit des enfants dans le cadre de la célébration de la journée nationale du Savoir (yawm el ilm), précise la même source. Les enfants intéressés doivent préparer un travail sur la vie et le parcours du grand savant Abdelhamid Ibn Badis. Le but majeur de ces deux concours est d'encourager les enfants à acquérir le maximum de savoir et leur montrer que la religion et le savoir sont des sources de lumière et le développement des sociétés humaines, précisent les

organisateurs.

Il est à noter que le programme complet est communiqué par la maison de la culture Abdelkader-Alloula de Tlemcen sur sa page Facebook.

A. S.

Pour redémarrer les concerts en Italie Le spectacle vivant réclame des aides et un calendrier

LE MONDE ITALIEN du spectacle vivant, à l'arrêt depuis plus d'un an à cause de la pandémie, a manifesté, samedi à Rome, pour réclamer au gouvernement des aides en faveur des salariés et des entreprises de ce secteur sinistré ainsi qu'un calendrier pour faire redémarrer concerts et représentations théâtrales.

En plein centre de Rome sur l'élégante place du Peuple, située entre la Villa Médicis et le Tibre, les manifestants, tous vêtus et masqués de noir, avaient disposé un millier de ces caisses noires bardées de protections en acier servant habituellement à transporter instruments musicaux et matériel de concert. Cette manifestation prévue de longue date est intervenue alors que le Premier ministre, Mario Draghi, exprimant «un optimisme prudent», a annoncé vendredi que l'Italie devrait amorcer une réouverture progressive des diverses activités jusqu'ici soumises à de strictes restrictions à partir du lundi 26 avril, en commençant par les établissements scolaires et les bars et restaurants, mais aussi les théâtres et salles de concert, avec toutefois un public limité pour respecter la distanciation.

Ces réouvertures n'auront pas un caractère définitif et seront soumises à des réévaluations régulières en fonction de l'évolution des contagions, ce qui représente une source d'inquiétude pour le secteur du spectacle vivant, craignant de voir de nouveaux investissements réduits à néant alors qu'il est déjà sinistré.

D. R.

Théâtre régional d'Oran

L'établissement ouvre ses portes aux enfants

Le théâtre régional d'Oran «Abdelkader-Alloula» ouvrira ses portes du 22 avril au 5 mai prochains pour accueillir des centaines d'enfants issus d'établissements scolaires implantés dans les zones d'ombre, a-t-on appris auprès de sa direction.

Le programme initié dans le cadre de la célébration du Mois

du patrimoine, en partenariat avec la Direction de l'éducation locale et la Direction de la culture, vise à faire découvrir le théâtre régional d'Oran (TRO), son histoire et les métiers du 4^e art aux enfants des zones d'ombre. «Nous avons programmé une visite pédagogique pour ces enfants, qui auront la possibilité de découvrir le TRO et son

histoire, ainsi que les différents métiers de la scène, avant d'apprécier un spectacle de marionnettes ou de clowns», a-t-on noté. Durant une dizaine de jours, le théâtre «Abdelkader-Alloula» accueillera entre 130 et 150 enfants par jour, a précisé la même source, ajoutant que les pièces «Pinocchio» et «Sindbad», ainsi qu'un spectacle

de clowns seront à l'affiche pour le plaisir de ces enfants.

L'équipe technique du TRO sera disponible pour répondre aux questions de ces enfants, qui auront par ailleurs l'occasion de prendre des photos souvenirs avec l'équipe artistique et visiter les coulisses du théâtre, a fait savoir la même source.

F. H.

Œuvres numériques «NFT»

Cette technologie d'authentification s'impose

16,8 millions de dollars. C'est le montant qu'a atteint une vente organisée par la maison Sotheby's d'œuvres numériques de l'artiste Pak, estampillées «NFT» («non-fungible tokens»), terme qui désigne un certificat d'authenticité associé à un objet virtuel.

Un mois après la vente record de «Everydays : The First 5000 Days» de l'artiste numérique Beeple pour 69,3 millions de dollars chez la maison de vente aux enchères Christie's, son rival Sotheby's s'est donc lancé, pour la première fois, dans l'aventure «NFT».

Pour sa première, la maison

avait choisi un format totalement différent de celui de Christie's. Plutôt que de jouer sur la rareté, il a mis en vente en quantité illimitée, via la plateforme spécialisée Nifty Gateway, des «cubes» créés par Pak. Quelque 23 598 de ces animations d'un parallélépipède rectangle en train de tourner sur lui-même ont trouvé preneur sur les trois jours qu'a duré la vente. Une vente qui témoigne de la vitalité du marché des «NFT», qui génère, quotidiennement, plus de 10 millions de dollars de transactions sur des plateformes numériques comme Nifty Gateway ou OpenSea.

Un label qui attire de nouveaux collectionneurs symboles du marché de l'art traditionnel, les maisons d'enchères ne voulaient pas rater le coche. Elles apportent du «contexte» sur un marché aux repères encore flous, fait valoir Rebekah Bowling, experte en art contemporain chez Phillips, troisième maison d'enchères mondiale derrière Christie's et Sotheby's.

«Nous situons ces artistes au sein de l'ensemble des grands créateurs», explique-t-elle, y compris ceux qui utilisent les supports physiques habituels, peintres, sculpteurs ou plasticiens.

Ce label devrait attirer de nouveaux collectionneurs «qui n'auraient probablement jamais été en relation avec nous avant», souligne Max Moore, expert en art contemporain. Une aubaine pour Sotheby's, qui se rapproche ainsi d'un «public beaucoup plus jeune», hors d'atteinte jusqu'ici.

Si l'objectif est aussi de faire entrer les collectionneurs plus traditionnels dans le «NFT», la priorité est bien de capter ces nouvelles fortunes, des «geeks» devenus millionnaires grâce à l'ascension vertigineuse des cryptomonnaies.

R. I.

La chanteuse Naima Ababsa est décédée

L'ARTISTE NAIMA

Ababsa est décédée, hier, suite à une longue maladie. La défunte avait été hospitalisée, ces derniers jours. Naima Ababsa est issue d'une famille d'artistes, elle est la fille du grand chanteur algérien Abdelhamid Ababsa et sœur de Fella Ababsa.

R. C.



Sommet sur le climat

Biden va devoir montrer qu'il est «sérieux»

■ Joe Biden va devoir montrer son sérieux et son engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique, lors d'un sommet qui doit illustrer le retour des États-Unis dans cette grande cause environnementale, a estimé le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, dans un entretien exclusif à l'AFP.

Par Mourad M.

En rejoignant l'accord de Paris de 2015 sur le climat dès son arrivée à la Maison-Blanche, quatre ans après le départ fracassant des États-Unis sous Donald Trump, le Président Biden a marqué les esprits et soulevé de grands espoirs.

Le Sommet international des 22 et 23 avril est le premier rendez-vous d'ampleur sur la question climatique pour la présidence Biden.

«L'engagement montré par les États-Unis après des années loin de la table des négociations sur le climat est quelque chose qu'effectivement les gens vont regarder de près (lors du sommet), pour s'assurer qu'ils sont sérieux, qu'ils sont engagés», souligne le Premier ministre canadien lors d'un entretien virtuel accordé vendredi.

Un autre géant économique, premier émetteur mondial de gaz à effet de serre en valeur absolue, sera également l'objet de toutes les attentions : la Chine.

Les États-Unis et la Chine ont annoncé qu'ils «s'engagent à coopérer» sur le dossier du changement climatique, dans un communiqué conjoint signé à Shanghai par John Kerry, l'ambassadeur américain pour le climat, et par son homologue chinois Xie Zhenhua.

Depuis l'arrestation, fin 2018, de la directrice financière de Huawei par le Canada, à la demande des États-Unis, suivie quelques jours plus tard par l'arrestation en Chine de deux ressortissants canadiens accusés puis jugés pour espionnage, les relations diplomatiques entre Pékin et Ottawa sont au plus bas.

Mais en matière d'environnement, M. Trudeau prévient ses

homologues occidentaux : les Chinois «prennent au sérieux la nécessité de réduire la pollution». Et pas seulement pour leur image dans le monde.

«Ils investissent massivement dans l'innovation, que ce soit l'énergie solaire, les véhicules électriques, la technologie des batteries», détaille-t-il.

Vendredi, lors d'une visioconférence avec le Président français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel, le président chinois, Xi Jinping, a une nouvelle fois promis de parvenir d'ici à 2060 à la «neutralité carbone».

«Nous savons qu'ils prennent très au sérieux les opportunités économiques liées à la réduction des émissions et à la lutte contre la pollution», insiste M. Trudeau, qui appelle les pays développés à ne pas se laisser distancer.

«En tant que pays qui prend lui aussi au sérieux ses responsabilités envers la nature et les générations futures, je ne laisserai pas la Chine monopoliser les innovations et la croissance économique qui vient avec une politique plus verte», prévient M. Trudeau.

«Il y a des tas de domaines sur lesquels nous sommes en désaccord avec la Chine, mais si nous pouvons tous créer un élan similaire sur une question qui touche chaque coin de la planète, alors je pense que c'est une bonne chose», ajoute-t-il.

Le gouvernement libéral de Justin Trudeau dévoilera aujourd'hui son premier budget en deux ans : il devrait notamment prévoir des investissements dans des projets d'énergie «propre» pour relancer une économie laminée par la crise du coronavirus. La pandémie a obligé gouvernements et citoyens à s'adapter, note-t-il. Ottawa a



débloqué des centaines de millions de dollars d'aides en tout genre pour les Canadiens, qui de leur côté se sont par exemple convertis en masse au télétravail.

«Si on a pu le faire pour la crise de la pandémie, il va falloir évidemment qu'on sache qu'on est capables de le faire pour cette crise environnementale», plaide-t-il.

Dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat, le Canada s'est engagé à réduire de 30 % d'ici à 2030 ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à leur niveau de 2005.

Clé de voûte de la stratégie canadienne pour financer la transition écologique, une taxe carbone a été introduite en 2019 par le gouvernement Trudeau, et immédiatement attaquée notamment par les provinces pétrolières de l'ouest du pays.

Initialement de 20 dollars (13 euros) par tonne de dioxyde de carbone (le principal gaz à effet de serre) émis par les carburants et produits pétroliers, cette taxe doit passer à 50 dollars en 2022 et devrait atteindre 170 dollars par tonne d'ici à 2030.

M. Trudeau, lui, avait fait de la taxe carbone son cheval de bataille lors des élections qui l'ont reconduit au pouvoir fin 2019, à la tête d'un gouvernement minoritaire. Quatre ans plus tôt, il avait renversé les conservateurs et obtenu un mandat majoritaire en faisant campagne sur l'environnement.

«Quand j'ai eu des conversations après nos dernières élections avec mes homologues à travers le monde, ils étaient tous très intéressés par le fait que non seulement j'avais imposé, j'avais amené une taxe carbone, un prix sur la pollution, mais que j'ai gagné des élections avec ça au cœur de notre campagne», se souvient-il.

Des élections législatives anticipées sont attendues au Canada dans les prochains mois.

«Quand il y aura des élections, la taxe carbone fera partie de notre plan ambitieux, au côté d'autres mesures comme des investissements dans les nouvelles technologies ou des aides aux ménages canadiens», assure M. Trudeau.

M. M.



Commentaire

Dialogue

Par Fouzia Mahmoudi

Ces dernières années les relations entre Cuba et les États-Unis ont beaucoup fluctué. Si sous le second mandat de Barack Obama elles se sont beaucoup détendues, Donald Trump, lui, a remis, peu avant son départ de la Maison-Blanche, Cuba sur la liste des «États soutenant le terrorisme». Mais aujourd'hui Washington malgré son changement de gouvernance est toujours circonspect et peu de progrès ont été faits pour établir une relation entre l'île communiste et la puissance capitaliste. De leur côté, les Cubains sont toutefois plutôt ouverts à une reprise des discussions. En effet, le premier secrétaire du Parti communiste cubain, Raul Castro, a appelé, vendredi, à un «dialogue respectueux» entre Cuba et les États-Unis, dans son dernier grand discours à la tête du parti unique. «Je confirme, à ce congrès du parti, la volonté de nouer un dialogue respectueux, une nouvelle forme de relations avec les États-Unis sans prétendre que, pour y arriver, Cuba renonce aux principes de la révolution et du socialisme», a-t-il déclaré. Le révolutionnaire de 89 ans s'exprimait au congrès du Parti communiste, qui s'est ouvert vendredi pour quatre jours et marque son départ en retraite pour laisser place à une nouvelle génération. Les relations entre Cuba et les États-Unis, après une détente historique mais éphémère entre 2014 et 2016, se sont à nouveau tendues sous l'administration de Donald Trump, qui a durement renforcé l'embargo en vigueur depuis 1962. De son côté, Joe Biden, qui avait promis en campagne de revenir sur certaines sanctions, n'a pas dit un mot sur l'île depuis son investiture. «L'objectif de ces mesures est d'étendre le siège économique sur Cuba, avec comme but déclaré d'étrangler le pays et de provoquer une explosion sociale», a dénoncé Raul Castro, fustigeant cette «guerre économique», selon des images retransmises à la télévision d'État. Après la mort de Fidel en 2016, le départ de Raul tourne une page historique pour l'île et ses habitants, dont presque tous n'ont jamais connu d'autre famille dirigeante. «Raul ne va plus être à la tête du parti, mais en cas de problème Raul sera là, il n'est pas mort», veut croire Ramon Blande, militant communiste de 84 ans. Dans les rues de La Havane, les Cubains semblent surtout préoccupés par les pénuries alimentaires, les files d'attente face aux magasins et l'inflation vertigineuse provoquée par la récente unification des deux monnaies locales. «J'espère qu'avec le congrès ça va s'améliorer car les prix sont très élevés, les salaires ont augmenté (...) mais ça ne suffit pas», se lamente Maria Martinez, retraitée de 68 ans. Ces derniers mois, Cuba vit une grogne sociale inédite, sous l'impulsion de l'arrivée récente de l'internet mobile, avec plusieurs manifestations de divers secteurs de la société civile. «La sortie du paysage politique actif de Raul Castro est logiquement un tournant historique, plus ou moins visible dans l'immédiat», note le célèbre auteur de polars Leonardo Padura dans une tribune publiée par le site Nueva Sociedad. «Mais les gens ont besoin de plus. Pas seulement pour parler, mais pour mieux vivre. Je crois qu'après tant de sacrifices, les Cubains le méritent». Reste à voir si l'administration Biden se saisira bientôt de ce dossier et surtout si elle le fera pour tendre la main à La Havane ou si Washington préférera maintenir le statu quo actuel.

F. M.

Russie

Les alliés de l'opposant russe Navalny appellent à manifester

Les alliés du principal détracteur du Kremlin, Alexei Navalny, malade et en grève de la faim dans sa prison, ont appelé, hier, les Russes à manifester le 21 avril pour «sauver la vie» de l'opposant.

«Il n'y a plus le temps – il est temps d'agir. Il ne s'agit plus seulement de la liberté de Navalny, mais de sa vie. En ce moment, il est en train d'être tué en colonie pénitentiaire, et on ne peut plus attendre», a écrit sur Facebook le bras droit de l'opposant, Léonid Volkov.

Cette manifestation, fixée pour 19h00 (16h00 GMT) mercredi, est organisée le même jour que le discours annuel du Président Vladimir Poutine devant les deux chambres du Parlement, lors duquel il évoquera les «objectifs» pour développer la Russie et les élections

législatives de l'automne prochain.

«Appelez tous vos amis et sortez sur les places centrales. Rendez-vous dans la plus grande ville dans laquelle vous pouvez vous retrouver mercredi soir», a poursuivi M. Volkov, appelant les Russes à participer à la «bataille finale entre le bien et le mal absolu». «Poutine interdit explicitement toute activité d'opposition en Russie. Cela signifie que ce rassemblement pourrait devenir le dernier du pays pour les années à venir. Mais il est en notre pouvoir de changer cela», a-t-il ajouté, appelant ses compatriotes à «ne plus avoir peur».

Un site internet créé par l'opposition quelques semaines plus tôt pour enrégister les Russes désireux de manifester affichait près de 459 000 personnes hier. Les alliés de M. Navalny ambi-

tionnent ainsi d'organiser «la plus grande manifestation de l'histoire moderne de la Russie».

Des médecins proches d'Alexei Navalny ont dit samedi craindre qu'il ne fasse un arrêt cardiaque «d'une minute à l'autre, en raison d'un niveau critique de concentration de potassium dans le sang». Ils ont appelé dans une lettre adressée à l'administration du camp de Pokrov, où il est incarcéré, à le placer immédiatement en soins intensifs. La France s'est dite hier «extrêmement préoccupée» par l'état de santé de l'opposant. Son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a demandé que «des mesures soient prises pour assurer l'intégrité physique de M. Navalny mais aussi sa liberté», évoquant une «responsabilité majeure» de Vladimir Poutine.



Fédération algérienne de yoseikan budo Salah Mouhoub réélu à la présidence de l'instance

LE PRÉSIDENT sortant de la Fédération algérienne de yoseikan budo, Salah Mouhoub, a été réélu à l'unanimité à son poste pour le mandat olympique 2021-2024, lors de l'Assemblée générale élective de l'instance, tenue samedi à Douaouda Marine (Tipasa).

Une fois le quorum atteint, les membres de l'Assemblée ont procédé à l'élection de Salah Mouhoub, candidat unique pour sa propre succession, et du nouveau bureau fédéral composé de 10 membres (le président + 10).

Le président réélu a obtenu la totalité des voix des 17 membres votants, en présence d'un huissier de justice. Cette Assemblée générale élective de la Fédération algérienne de yoseikan budo devait se tenir initialement le 18 mars dernier à Tipasa, avant d'être reportée à une date ultérieure, pour des raisons «techniques» liées à

l'opération de vote. Pour rappel, l'Assemblée générale ordinaire de l'instance s'est tenue le 6 mars dernier et a été marquée par l'adoption des bilans moral et financier de l'exercice 2020, ainsi que l'installation des commissions de candidatures, de recours et de passation de signés, pour préparer l'AGE. L'Assemblée constitutive de la Fédération algérienne de yoseikan budo avait été organisée le 8 mai 2019, alors que l'agrément officiel du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a été reçu en janvier 2020. Avant la constitution de la fédération, sous la présidence de Salah Mouhoub (75 ans) ayant le grade de Maître 7^e Dan, la discipline du yoseikan budo était gérée au sein d'une commission nationale sous l'égide de la Fédération algérienne des arts martiaux (FAAM).

Escrime / Tournoi qualificatif aux JO

L'Algérie avec six représentants en Egypte

SIX ESCRIMEURS (3 messieurs et 3 dames) représenteront l'Algérie au Tournoi qualificatif aux Jeux Olympiques de Tokyo (trois armes), prévu le 23 avril au Caire (Egypte), a-t-on appris, samedi, auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAE).

Il s'agit d'Akram Bounabi (sabre), Salim Haroui (fleuret) et Raphaël Berkani (épée) chez les messieurs, ainsi que de Nora Kahli (sabre), Meriem Mebarki (fleuret) et Zebboudj Yousra (épée) chez les dames. Bounabi et Haroui seront les seuls engagés en seniors, alors que leurs quatre compatriotes concourront en juniors, chacun dans sa spécialité.

Quatre parmi ces athlètes

effectueront le déplacement dimanche à partir d'Alger, en transitant par Istanbul, alors que Nora Kahli et Raphaël Berkani, qui résident en France, rejoindront l'équipe au Caire, sans passer par Alger.

La délégation algérienne sera conduite par le directeur technique Billel Hadi, assisté des entraîneurs Nassim Islam Bernaoui, Farid Bennour et Anis Hemmam.

La sélection algérienne a effectué une dernière séance d'entraînement samedi au Centre sportif féminin de Ben Aknoun (Alger), avant de passer des tests de dépistage contre le coronavirus (PCR), suivant les mesures sanitaires en vigueur.

ASO Chlef

L'entraîneur Ighil reprend du service

L'ENTRAINEUR Meziane Ighil, absent des séances d'entraînement de l'ASO Chlef la semaine passée, a repris du service en dirigeant la séance de reprise, effectuée vendredi soir, a indiqué, samedi, la direction de ce club de Ligue 1 de football.

La même source a fait savoir, par le biais d'un communiqué de presse publié sur sa page Facebook officielle, que l'ancien

sélectionneur national s'était absenté la semaine précédente pour des «raisons familiales», ajoutant que tout ce qui a été rapporté à propos de son départ «n'a aucun fondement». Meziane Ighil a rejoint l'ASO le 10 mars dernier, succédant à Nadir Leknaoui. Il a hérité d'une équipe en difficulté, comme l'atteste sa 14^e place (20 pts) au classement à l'issue de la phase aller.

Fédération algérienne de judo

La passation de consignes entre Laras et Silini se fera aujourd'hui

LE PRÉSIDENT sortant de la Fédération algérienne de judo (FAJ), Rachid Laras, procèdera aujourd'hui à la passation de consignes avec son successeur à la tête de l'instance, Yacine Silini, a indiqué, samedi, la FAJ. «L'opération se fera à 11h00, au siège de la Fédération, en présence du secrétaire général de l'instance, Mohamed Bouseniou, ainsi que des membres de la Commission de passation de consignes, Kamel Berkani et Foued Sahli», a précisé l'instance dans

un communiqué. Le passage de relais se fera en présence de Sid Ahmed Amrouni, représentant de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya d'Alger, selon la même source. Yacine Silini a été élu à la tête de l'instance pour le mandat olympique 2021-2024, lors de l'Assemblée générale élective (AGE), tenue samedi dernier au siège du Comité olympique à Alger. Il était seul candidat pour ce poste, récoltant 42 voix sur les 57 votes prononcés lors de cette AGE.

Ligue 2 (12^e J)

L'USMA, le RCA et l'ASMO prennent les commandes

■ L'USM Annaba (Est), le RC Arbaâ (Centre) et l'ASM Oran (Ouest) se sont emparés de la tête de leur groupe respectif, à l'issue de la 12^e journée du Championnat de Ligue de football, disputée samedi.



Les Annabis réussissent une belle affaire

Par Mahfoud M.

Vainqueur face à l'USM Harrach (2-0), le RC Arbaâ (24 pts) a profité de la défaite de son ancien co-leader, le MO Béjaïa (0-1) dans le derby de la Soummam, pour prendre seul la tête du groupe Centre, alors que la JSM Béjaïa a rejoint son frère ennemi à la deuxième place avec 21 points. Derrière le groupe de tête, le WA Boufarik qui a arraché le point du match nul dans les dernières minutes du match face à l'ES Ben Aknoun (2-2), occupe la 4^e place du classement avec 20 points, soit deux points de plus que son adversaire du jour. De son côté, le RC Kouba a renoué

avec la victoire, après six journées sans succès, en s'imposant à domicile face au RC M'sila (1-0). A la faveur de cette victoire le RCK (15 pts) remonte à la 7^e place du classement. Dans le groupe Est, l'USM Annaba a réussi la bonne opération de la journée, en s'emparant de la 1^{re} place du classement avec 25 points, à la faveur de sa victoire à l'extérieur devant le MSP Batna (1-0), alors que ses deux anciens co-leaders, l'US Chaouia (23 pts) et le HB Chelghoum Laid, (22 pts) ont marqué le pas. L'US Chaouia a fait match nul face au CRB Ouled Djellal (2-2) et le HB Chelghoum Laid s'est incliné en déplacement face au NRB

Telaghma (2-0). L'autre bénéficiaire de cette première journée de la phase retour est le MO Constantine (22 pts) qui rejoint le groupe de tête, malgré son match nul face à l'AS Khroub (2-2). Dans le groupe Ouest, l'ASM Oran vainqueur en déplacement devant le RCB Oued R'hiou (2-0) a pris la tête du classement avec 27 points, deux unités devant le MCB Oued Sly, tenu en échec par l'OM Arzew (2-2). Le CR Témouchent, qui a battu le MC Saïda (1-0), reste accroché au duo de tête avec 24 points, alors que le SKAF Khemis, vainqueur devant le SC Ain Defla (3-1), occupe la 4^e place avec 20 points. M. M.

Classement mondial Fifa (dames)

L'Algérie à la 86^e place mondiale

LA SÉLECTION algérienne féminine de football a perdu sept places et occupe désormais la 86^e position au classement de la Fédération internationale (Fifa), dont l'édition du mois d'avril vient d'être dévoilée par l'instance mondiale. Au niveau africain, l'équipe algérienne dirigée par Radia Fertoul est dans le Top 10 avec 1271 points, alors que le trio de tête continental est dominé par le Nigeria (32^e mondial/1), le Cameroun (52^e/-1) et l'Afrique du Sud (55^e/-2). La Zambie, unique représentant africain au tournoi de football féminin des Jeux olympiques

Tokyo 2020, est logée à la 104^e place mondiale. La sélection algérienne prépare les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2022 dont la phase finale aura lieu au Maroc, ainsi que la Coupe arabe des nations, prévue du 26 août au 16 septembre prochains au Caire (Egypte). D'autre part, l'équipe des Etats-Unis confirme sa suprématie dans le classement d'avril. Elle obtient même un total de points qu'elle n'avait plus atteint depuis 2013. Si le leader n'a donc pas changé, le podium n'est lui sensiblement plus le même. Défaite par

les USA en amical le 13 avril, la France (3^e) en tombe et se positionne désormais à la quatrième place. Victorieux le même jour de l'Australie (5-0), les Pays-Bas (3^e) y grimpent en décrochant au passage un record de points (2038,61).

Ce n'est pas la seule nouveauté dans ce Top 10. Le Brésil (7^e) gagne une place tandis que les Australiennes (9^e) en perdent deux. Après sa victoire face à l'Ukraine (31^e) et sa qualification pour le prochain Euro féminin, l'Irlande du Nord (48^e) dépasse les 1500 points pour la première fois de son histoire.

M'gladbach

Deuxième but de Bensebaini en Bundesliga

TITULAIRE hier sur le côté gauche de la défense de M'gladbach, Rami Bensebaini a marqué son deuxième but de la saison dans l'affiche de la journée en Bundesliga face à l'Eintracht Frankfurt.

Bensebaini a marqué le troisième but pour son équipe, après avoir suivi un ballon

repoussé par la barre transversale pour tromper le gardien adverse d'une tête plongeante et assurer la victoire pour son club qui s'est imposé 4-0.

En plus de son but, l'international algérien a été solide en défense mais il a tout de même écopé d'un carton jaune durant ce match.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

7^e jour de ramadhan

Imsak : 04 : 26

Iftar : 19 : 29

Sa première édition aura lieu à Ouacifs (Tizi Ouzou)

Le salon du livre amazigh est né

LA PREMIÈRE édition du salon du livre amazigh se tiendra du 2 au 5 juillet prochain à Ouacifs (35 km au sud-ouest de Tizi-Ouzou), a annoncé son comité d'organisation.

Cette première édition sera dédiée à la mémoire de Mohand Ouidir Ait Amrane, père de «kkr

a mmi-s amazigh» et premier président du Haut Commissariat à l'amazighité. Le commissariat du salon est confié à Hacene Halouane. La manifestation livresque se tiendra sous la houlette de l'association «Lhadj Lmokhtar At Saïd», a précisé la même source. **Hamid M.**

Publication

La Constitution en version amazighe éditée

LE HAUT COMMISSARIAT à l'amazighité (HCA) vient d'éditer la version amazighe de la Constitution algérienne, transcrite dans des graphies usuelles (tifinagh et latin) aux côtés du texte original en langue arabe.

La version amazighe de la nouvelle Constitution, plébiscitée par voie référendaire le 1^{er} novembre 2020, se décline d'abord en graphie tifinaghe puis latine et enfin arabe.

Selon le HCA, la traduction du texte de l'arabe vers tamazight est à mettre au compte de la cellule de traduction du HCA comportant des diplômés de master en langue et culture amazighes.

Cette version amazighe de la Constitution a été réalisée suite à un regroupement pédagogique, sous forme d'un workshop, organisé à Bouira sous la direction et l'encadrement d'un collectif de traducteurs, universitaires et auteurs, composé de

Messieurs Boukhenoufa Tahar, Zidane Yacine, Abdenebi Ramdane, Lacey Djamel, Chikhi Mokrane et Aziri Boudjemaa.

Le HCA a ainsi préconisé la démarche collégiale de concertation ayant un objectif académique et pédagogique qui s'appuie sur un relevé terminologique de référence dans le domaine juridique.

L'orientation méthodologique adoptée est d'exploiter uniquement les sources lexicographiques émanant de compétences avérées tout en s'appuyant sur des procédés de création lexicale connus, tels que la composition et la dérivation. Aussi, le texte de cette traduction, transcrit en graphies latine et tifinaghe aux côtés du texte original en langue arabe, se distingue singulièrement par le bon usage de termes relevant du pan-amazighe et les spécificités vernaculaires en usage sur le territoire national. **R. C.**

Béjaïa

La solidarité prend forme

LA SOLIDARITÉ à l'égard des familles démunies a pris forme à travers toutes les localités de la wilaya de Béjaïa. Solidarité étatique, associative et privée, tout le monde s'y met. Les actions de solidarité ont débuté quelques jours avant le début du carême par des offrandes ou laouiziââ. C'est le cas à Kendira, où les habitants du village d'El-Bir ont sacrifié 6 têtes de veau à la veille du ramadhan et distribué leur viande à 250 familles. L'opération s'est déroulée dans une ambiance conviviale. Même chose au village Ighil-Oumial, à Taghziout commune de Béjaïa, où les habitants ont organisé laouiziââ à l'occasion du mois de ramadhan. Un veau a été sacrifié au profit d'une soixantaine de familles. Cette action a été l'occasion de ressouder les liens de fraternité entre les habitants du village. Des milliers de démunis ont commencé à recevoir également des aides financières étatiques à l'occasion du mois de ramadhan. La Direction

de l'action sociale (DAS) a débloqué, dans le cadre des aides du mois de ramadhan, 31 millions de dinars (3,1 milliards de centimes) afin de venir en aide à quelque 6 088 familles nécessiteuses et vivant dans le besoin. Cette somme a été répartie sur 14 communes. Ceci sans compter les sommes débloquées par la wilaya et le ministère de la Solidarité nationale. 1 900 familles de la commune de Draâ El Caid vont bénéficier, via des mandats postaux, d'une aide financière de 10 000,00 DA. Aussi, au moins 27 restaurants du cœur ont été autorisés par la DAS sur les multitudes de demandes reçues en attendant la levée des réserves émises sur certaines. Plusieurs restaurants du cœur ont été rouverts dans le centre-ville de Béjaïa. Il faut noter qu'une commission mixte, composée de la Direction de l'action sociale, de la Direction de la santé et de la Protection civile, devrait se rendre sur le terrain afin d'inspecter les lieux. Pour rappel, la



Chute du pouvoir d'achat

LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Tribunal de Tipaza

Kamel «El Boucher» condamné à deux ans de prison ferme

Le tribunal de Tipaza a prononcé, hier, une peine de deux ans de prison ferme contre Kamel Chikhi, dit «El Boucher», accusé dans une affaire de corruption.

Par Slim O.

Lors d'une audience publique, le tribunal a condamné Kamel Chikhi à deux ans de prison ferme pour «octroi d'indus privilégiés», tandis qu'un notaire répondant aux initiales (Ch. A) au centre-ville de Tipaza a été acquitté, dans le cadre de cette affaire, de toutes les charges retenues contre lui.

Le même tribunal a également condamné le chef de service chargé de l'enregistrement aux impôts, l'accusé «Ch. Dj», à deux ans de prison dont une année avec sursis, pour le délit d'«octroi de dégrèvements et d'exemptions fiscaux illégaux»,

alors qu'il a été acquitté du délit d'obtention d'«indus privilégiés».

Quant à la quatrième accusée dans cette affaire «A.B.A», inspectrice centrale et cheffe de bureau du même service des impôts, elle s'est vu infliger une peine d'une année d'emprisonnement avec sursis.

Le représentant du ministère public près le tribunal de Tipaza avait requis, le 4 avril dernier, une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende de 1 million de DA à l'encontre de Kamel Chikhi, dit «El Boucher».

Il a aussi requis une peine de sept ans de prison ferme à l'encontre du notaire. Des peines de cinq ans de prison ferme et de deux ans de prison ferme ont été requises contre respectivement le chef du service chargé de l'enregistrement aux impôts, et l'inspectrice centrale et cheffe de bureau au niveau du même service.

Kamel Chikhi, qui avait fait l'objet d'un mandat de dépôt émis à son encontre par le juge d'instruction près le tribunal de Tipaza le 15 octobre 2020, est poursuivi dans cette affaire pour «octroi d'indus avantages». Le jugement de cette affaire a été reporté cinq fois de suite, à la demande de la défense de l'accusé, depuis la première audience du 17 janvier dernier.

La défense des accusés dans cette affaire a plaidé l'innocence de lés clients, tandis que l'accusé principal a renié sa connaissance des parties dans cette affaire.

Dans sa réponse à la juge sur les raisons de l'émission, l'enregistrement et le règlement des charges le même jour, Kamel Chikhi a affirmé n'avoir traité qu'«avec le notaire et avoir juste requis l'accélération des procédures».

Cette affaire remonte à 2016, lorsque l'accusé Kamel Chikhi a signé, chez un notaire agréé de la ville de Tipaza, un contrat de transfert d'une propriété foncière (lui appartenant), sise à Ain Beniane (Alger), à une société à responsabilité limitée (promotion immobilière), dont il était associé et gérant.

Kamel Chikhi a bénéficié, au titre de ce contrat, d'une réduction d'impôts, en ne versant qu'un taux de 1 % des taxes, au lieu de 5 %, un fait considéré en violation avec la législation en vigueur.

Les autorités compétentes ont ouvert une enquête judiciaire en 2018 et engagé des poursuites à son encontre, en application de la loi sur la corruption.

Les enquêtes réalisées dans cette affaire ont fait ressortir que le Trésor public a subi une perte estimée à 15 millions de DA.

S. O.

DGSN

Installation des directeurs de la police judiciaire et de la formation

LE DIRECTEUR général de la Sûreté nationale, Farid Bencheikh, a présidé, hier, la cérémonie d'installation du directeur de la Police judiciaire, le Contrôleur de police Mohamed Chakour (ex-chef de sûreté de la wilaya d'Alger) et du directeur de la formation, le Contrôleur de police Mohamed

Serir (ex-chef de sûreté de wilaya de Blida), indique un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Samedi, il a été procédé à l'installation des chefs de sûreté des wilayas d'Alger, Djanet, Boumerdès et Tipaza.

O. N.

Hocine Cherfa